

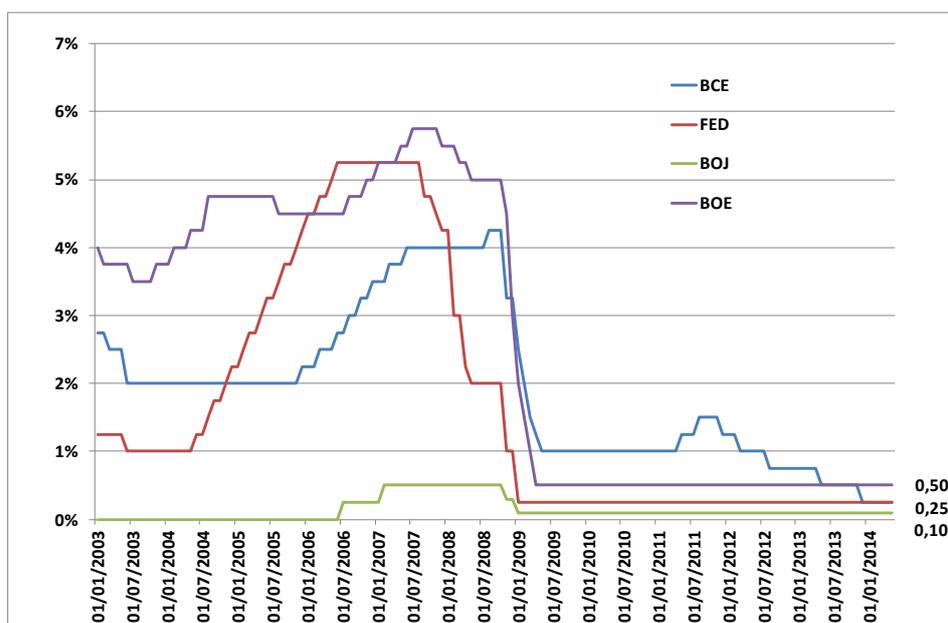
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 8 mai 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les informations récentes continuent de conforter notre anticipation d'une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée seulement graduelle des taux de l'inflation mesurée par l'IPCH. Les signaux provenant de l'analyse monétaire confirment le diagnostic de tensions sous-jacentes modérées à moyen terme sur les prix dans la zone euro. Les anticipations d'inflation à moyen et long terme pour la zone euro restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Dans la période à venir, nous suivrons très attentivement les évolutions économiques et les marchés monétaires. Nous conserverons l'orientation très accommodante de la politique monétaire et agirons rapidement, si nécessaire, à travers un nouvel assouplissement monétaire. Nous réitérons fermement que nous continuons de prévoir le maintien des taux d'intérêt directeurs de la BCE à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. [...] Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat afin de faire face efficacement aux risques d'une période trop longue de faible inflation. De nouvelles informations et analyses concernant les perspectives d'inflation et l'accès du secteur privé aux prêts bancaires seront disponibles début juin. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Stabilité du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 349 300 en France métropolitaine fin mars 2014. Ce nombre est stable par rapport à la fin février 2014 (+0,0 %). Sur un an, il croît de 4,1 %.

Stabilité du chômage en ZE18

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières (CVS) s'est établi à 11,8 % en mars 2014, stable depuis décembre 2013, mais en recul par rapport au taux de 12,0 % enregistré en mars 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,5 % en mars 2014, stable par rapport à février 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,9 % observé en mars 2013. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en mars 2014, 25,7 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,91 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 66 000 dans l'UE28 et de 22 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2013, le chômage a baissé de 929 000 personnes dans l'UE28 et de 316 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (26,7 % en janvier 2014) et en Espagne (25,3 %).

Inflation

Hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,7 % en avril 2014, en hausse par rapport au mois de mars où il était de 0,5 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en avril (1,6 % contre 1,1 % en mars), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,7 % contre 1,0 % en mars), des biens industriels hors énergie (0,1 % contre 0,2 % en mars) et de l'énergie (1,2 % contre -2,1 % en mars).

France : Hausse des prix à la consommation en mars

En mars 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse de 0,4 % (après + 0,6 % en février 2014). Il augmente de 0,6 % sur un an (après +0,9 % en février 2014). Hors tabac, il croît de 0,5 % en mars 2014 et également de 0,5 % sur un an. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC se replie de 0,1 % en mars 2014.

Banque de France

Publication du Rapport annuel de la Banque de France et de la lettre introductive de Christian Noyer

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a présenté le Rapport annuel de la Banque de France et la Lettre introductive au Rapport adressée au Président de la République et aux présidents des assemblées parlementaires lundi 28 avril au cours d'une conférence de presse.

Lettre introductive au Rapport adressée au Président de la République et aux présidents des assemblées parlementaires :

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/RA2013-lettre-introductive.pdf

Rapport annuel de la Banque de France :

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/RA2013-BDF.pdf

2 – Brèves économiques régionales

Chine : Crainte d'un retournement du marché immobilier

Plusieurs indicateurs font état de l'inquiétude concernant le ralentissement du marché immobilier. L'offre de logements (mises en chantier) s'est contractée de plus de 20 % sur les trois premiers mois de l'année, les achats de terrain ont chuté de 17 % en mars. Le gouvernement a inscrit dans son budget 2014 une baisse des recettes issues des ventes de logement de 11,8 %. Dans son dernier rapport trimestriel, la banque centrale (PBOC) a fait part du renforcement des contrôles sur les risques de défaut des prêts accordés aux sociétés immobilières et aux collectivités locales. Sans prendre pour autant de mesures de soutien d'urgence, l'autorité bancaire redoute une contagion au système bancaire et financier.

Australie : le budget 2014 vise à réduire le déficit de 20 milliards de dollars australiens

Le gouvernement a présenté le 13 mai un budget visant à réduire le déficit budgétaire actuel de 49,9 milliards de dollars australiens (30 milliards d'euros) à 29,8 milliards (20,3 milliards d'euros). Parmi les mesures annoncées figurent une taxe pour les revenus les plus élevés et une hausse progressive de l'âge de la retraite à 70 ans. Le *Royal Australian Mint*, institution émettant la monnaie, pourrait également être privatisé. *Moody's* et *Standard & Poor's* confirment la note AAA, avec une perspective stable, du pays.

Nouvelle-Zélande : la banque centrale relève à nouveau son taux directeur

Après une première hausse le 13 mars, la banque centrale a relevé son principal taux directeur OCR de 0,25 point à 3 % le 24 avril afin de contenir l'inflation générée par la reprise économique. L'économie néo-zélandaise a progressé de 3,5 % sur les douze derniers mois, grâce notamment aux prix élevés des matières premières agricoles.

3 – Brèves économiques locales

173,8 milliards de F CFP dépensés par l'État en Polynésie française en 2012

En 2012, les dépenses budgétaires directes de l'État se sont établies à 173,8 milliards de F CFP, en hausse de 3 % par rapport à 2011. Les dépenses civiles représentent 68 % de ces dépenses. Les fonds dédiés à l'appui de l'exercice des compétences des communes ont augmenté de 4,6 % pour atteindre 11,3 milliards de F CFP en 2012.

La BEI met à disposition une ligne de crédit de 1,7 milliard de F CFP

Le 15 avril 2014, la Banque européenne d'investissement (BEI) a mis à disposition une ligne de crédit d'un montant de 1,67 milliard de F CFP à la Banque de Tahiti. Celle-ci pourra ainsi accorder des prêts à taux bonifiés aux micro-entreprises et aux entreprises réalisant des investissements de nature à développer les énergies renouvelables ou à préserver l'environnement.

Fiscalité : une nouvelle aide en faveur du développement aquacole aux Tuamotu-Gambier

Le 17 avril 2014, l'Assemblée de Polynésie française a adopté un projet de loi du Pays instituant un dispositif d'aide en faveur du développement aquacole dans l'archipel des Tuamotu-Gambier. Les entreprises qui justifieraient de dépenses d'investissement et d'exploitation s'élevant à 20 milliards de F CFP sur 5 ans bénéficieront d'un cadre fiscal avantageux leur permettant de réduire les coûts d'investissements et leurs charges de fonctionnement.

Budget 2014 : 4,8 milliards de F CFP d'emprunts supplémentaires

Le budget 2014 a été modifié afin de mettre en œuvre des dispositions du plan de relance qui nécessiteront 4,8 milliards de F CFP d'emprunts supplémentaires. Un versement de 1,5 milliard de F CFP sera effectué en faveur du Régime de solidarité via le Fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté (FELP). Par ailleurs, un complément de 24 millions de F CFP a été alloué pour le financement d'actions de promotion du tourisme de croisière en Polynésie.

Retraites : réforme des retraites pour la tranche A

La réforme des retraites modifie, à compter du 1^{er} mai, le mode de calcul des pensions pour les revenus inférieurs à 254 000 F CFP. Le salaire moyen de référence est désormais calculé à partir des 120 meilleurs mois tirés des 180 derniers mois d'activité, ce qui devrait conduire à une baisse des pensions. 35 années de cotisations sont requises pour bénéficier du taux plein (70 %). Pour une durée de cotisation inférieure, ce taux diminue de deux points par année manquante. Avec un abattement supplémentaire qui passe de 0,75% à 2 % par trimestre manquant, le régime des départs anticipés devient moins favorable.

Tourisme : 200 000 touristes attendus en 2016

Le gouvernement polynésien et le GIE Tahiti Tourisme ont signé une convention visant à développer le tourisme, avec pour objectif d'attirer 200 000 visiteurs en 2016. Dans cet esprit, Air Tahiti Nui propose, du 1^{er} mai 2014 au 31 mars 2015, des billets Paris-Papeete remisés de 200 euros pour un hébergement de dix nuits dans les 105 pensions de famille labellisées « Ia Ora, au cœur des traditions ». 1 100 touristes supplémentaires sont attendus dans ce cadre. Au 1^{er} trimestre 2014, la compagnie a transporté 1 500 touristes de plus qu'au 1^{er} trimestre 2013 (+11 %), avec un marché néo-zélandais en forte progression (+32 %). En parallèle, Air New Zealand a porté de deux à trois la fréquence hebdomadaire du vol Auckland-Papeete.

Croisière : arrivée du *Wind Spirit* en Polynésie

Le quatre-mâts *Wind Spirit*, d'une capacité de 148 passagers, est arrivé à Papeete jeudi 1^{er} mai. Avec neuf années d'absence, la compagnie Windstar Croises naviguera dans les eaux polynésiennes pendant six mois. La première croisière de sept jours dans les Îles Sous-le-Vent a attiré 104 passagers. Au total, 28 croisières sont programmées.

Microcrédit : l'ADIE a accordé 435 prêts en 2013

L'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) a accordé 435 prêts en 2013, soit une centaine de plus qu'en 2012, permettant ainsi le maintien ou la création de 466 emplois. 170 millions de F CFP ont ainsi été injectés dans l'économie tandis que le taux d'impayés se maintient autour de 5 %. Pour 2014, l'ADIE vise l'attribution de 550 microcrédits.

Fiscalité : le Conseil d'État valide la réforme fiscale

Le 12 mai, le Conseil d'État a validé la réforme fiscale de juillet 2013 en rejetant trois recours intentés. En revanche un quatrième recours a été accepté, conduisant à l'annulation de taxe sur la publicité dans les médias. Les recettes estimées de l'ensemble de ces taxes se chiffrent à 10 milliards de F CFP.

Surendettement : nette hausse du nombre de débiteurs reçus à l'IEOM

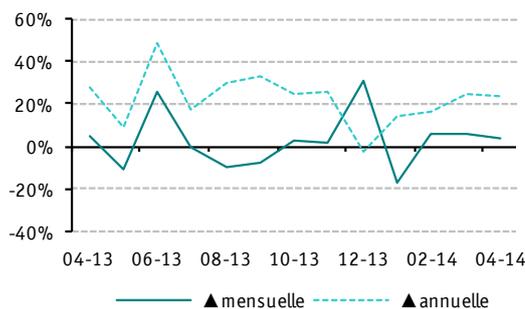
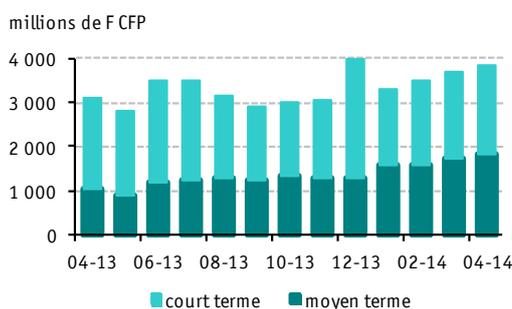
Après un redressement marqué au dernier trimestre 2013, les dépôts de dossiers sont en baisse de -25 % au 1^{er} trimestre 2014. La tendance devrait cependant s'inverser sur le trimestre en cours suite à la campagne de sensibilisation dans les médias en février, comme en témoigne la forte croissance des débiteurs reçus à l'IEOM (+83 %). Les 18 décisions d'orientations prononcées par la commission se répartissent à 39 % vers une procédure de rétablissement personnel (PRP) et à 61 % vers une procédure classique (moratoire ou plan de remboursement, selon la situation des débiteurs).

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression du refinancement en avril

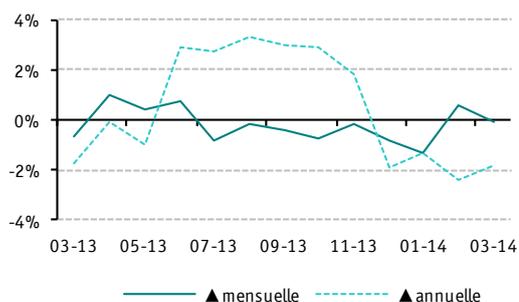
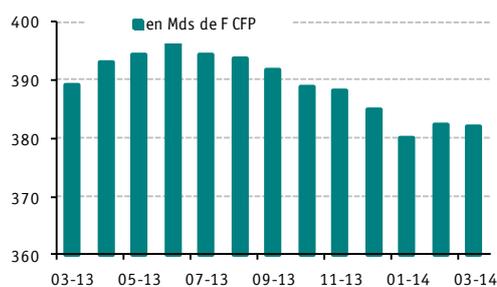
en millions de F CFP	avr-13	mars-14	avr-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 095	1 976	2 030	2,7%	-3,1%
Utilisations à moyen terme	1 015	1 723	1 798	4,3%	77,1%
Refinancement total	3 110	3 699	3 827	3,5%	23,1%



Masse monétaire

Stabilité de la masse monétaire sur le mois

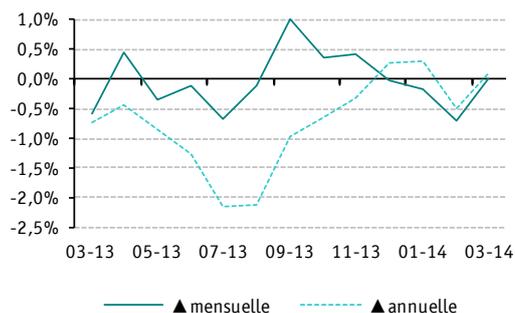
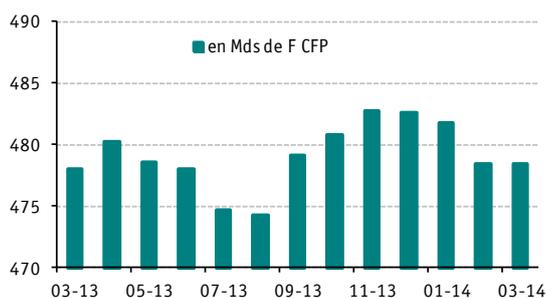
en millions de F CFP	mars-13	févr-14	mars-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 074	13 813	14 156	2,5%	-6,1%
Dépôts à vue	154 708	149 185	147 114	-1,4%	-4,9%
Comptes sur livrets	98 761	100 103	100 808	0,7%	2,1%
Comptes d'épargne logement	397	405	405	-0,1%	2,0%
Dépôts à terme	118 028	117 052	117 891	0,7%	-0,1%
Autres	2 071	1 690	1 706	1,0%	-17,6%
Total M3	389 039	382 248	382 079	0,0%	-1,8%



Concours des banques locales à l'économie

Baisse des crédits de trésorerie

en millions de F CFP	mars-13	févr-14	mars-14	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	122 650	118 503	116 595	-1,6%	-4,9%
Crédits d'équipement	65 964	72 997	72 469	-0,7%	9,9%
Crédits à l'habitat	163 501	165 477	165 872	0,2%	1,5%
Autres crédits	67 599	59 963	61 517	2,6%	-9,0%
Créances douteuses brutes	58 213	61 437	61 931	0,8%	6,4%
Total Concours de Caractère Bancaire	477 729	478 377	478 384	0,0%	0,1%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	mars-14	107,9	108,1	108,6	0,4%	0,6%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	févr-14	115,3	114,1	114,2	0,1%	-1,0%	
Commerce extérieur	<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	mars-14	1 252	1 002	1 932	92,9%	54,3%
	<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	mars-14	10 170	9 963	12 442	24,9%	22,3%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mars-14	1 249	1 568	1 697	8,2%	35,8%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mars-14	78	79	52	-34,4%	-33,9%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	avr-14	97	126	108	-14,3%	11,3%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avr-14	466	488	478	-2,0%	2,6%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mars-14	1 600	1 594	1 680	5,4%	5,0%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mars-14	2 614	2 609	2 874	10,1%	9,9%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	avr-14	227	269	230	-14,5%	1,3%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	avr-14	2 941	2 772	2 750	-0,8%	-6,5%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mars-14	720	790	927	17,3%	28,7%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mars-14	83	39	51	30,8%	-38,6%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	mars-14	54	25	49	ns	-9,3%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mars-14	124	170	222	30,6%	79,0%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mars-14	25	18	20	ns	ns	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	mars-14	42	0	84	ns	ns	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mars-14	44	30	31	ns	ns	
Tourisme							
Nombre de touristes	mars-14	13 897	12 410	15 410	24,2%	10,9%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	mars-14	61,1%	56,3%	59,0%	2,7 pts	-2,1 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours des banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	mars-14	58 736	57 627	58 078	0,8%	-1,1%
	<i>Comptes sur livret</i>	mars-14	93 040	94 053	94 714	0,7%	1,8%
	<i>Dépôts à terme</i>	mars-14	65 002	67 863	67 363	-0,7%	3,6%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	mars-14	80 678	74 280	72 553	-2,3%	-10,1%
	<i>Dépôts à terme</i>	mars-14	43 759	41 858	43 132	3,0%	-1,4%
Encours bancaires							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	mars-14	76 513	75 152	74 649	-0,7%	-2,4%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	mars-14	143 224	146 484	147 025	0,4%	2,7%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	mars-14	41 845	36 835	35 410	-3,9%	-15,4%
	<i>Crédits d'équipement</i>	mars-14	56 776	64 387	63 999	-0,6%	12,7%
<i>(source : IEOM)</i>							

5 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MÉR

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	14/04/2014	0,25%	3,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	14/04/2014	0,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/04/2014	0,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/04/2014	31/03/2014	Var. M-1
EONIA	0,4000%	0,6880%	- 0,288 pt
EURIBOR 1 mois	0,2610%	0,2370%	+ 0,024 pt
EURIBOR 3 mois	0,3390%	0,3130%	+ 0,026 pt
EURIBOR 6 mois	0,4380%	0,4180%	+ 0,020 pt
EURIBOR 12 mois	0,6140%	0,5900%	+ 0,024 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/04/2014	31/03/2014	Var. M-1
TEMPE	0,2488%	0,1907%	+ 0,058 pt
EURIBOR 1 mois	0,2530%	0,2310%	+ 0,022 pt
EURIBOR 3 mois	0,3300%	0,3040%	+ 0,026 pt
EURIBOR 6 mois	0,4300%	0,4060%	+ 0,024 pt
EURIBOR 12 mois	0,6040%	0,5760%	+ 0,028 pt
TMO	2,2600%	2,3500%	- 0,090 pt
TME	2,0600%	2,1500%	- 0,090 pt
TRBOSP	2,2500%	2,2800%	- 0,030 pt

taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal

année	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/04/2014	31/03/2014	28/02/2014	30/04/2014	31/03/2014	28/02/2014	30/04/2014	31/03/2014	28/02/2014
taux JJ	0,150%	0,130%	0,110%	0,056%	0,053%	0,066%	0,440%	0,440%	0,450%
3 mois	0,230%	0,240%	0,200%	0,135%	0,135%	0,140%	0,520%	0,520%	0,520%
10 ans emprunts phares	2,680%	2,750%	2,690%	0,620%	0,650%	0,590%	2,680%	2,760%	2,740%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1^{er} avril 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,91%
Prêts à taux fixe	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,92%
Prêts à taux variable	4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,79%
Prêts-relais	5,39%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,31%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,27%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,09%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,21%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,1601	1 NZD/XPF	73,7207	1 HKD/XPF	11,1131	1 GBP/XPF	144,9960	
100 JPY/XPF	83,9950	1 AUD/XPF	79,8366	1 SGD/XPF	68,5539	100 VUV/XPF	90,8078	1 FJD/XPF	46,5721